

Si l'affaire des pétroles persans paraît s'acheminer vers un dénouement favorable, la conférence de Kaesong pour l'armistice en Corée, ne progresse pas sensiblement. Les communistes laissent comme toujours leurs intentions dans le doute. Ils continuent à masser des troupes en face de leurs adversaires et dans leurs déclarations mettent la paix en balance. Nous persistons à penser que ces manœuvres n'ont pour but que de lasser les négociateurs, de les intimider pour arracher quelques concessions. Il ne faut cependant pas rejeter l'hypothèse que les rouges ne seraient pas eux-mêmes bien fixés sur leur propre plan. Peut-être ont-ils voulu en négociant, essayer de désorienter les Alliés et mettre les Etats-Unis en état de moindre résistance et selon l'effet de la tentative décider, au dernier moment de la guerre ou de la paix. En tous cas, une reprise des hostilités ne mettrait pas les Etats-Unis dans l'embarras et les communistes n'auraient pas gagné grand chose à cette sorte de demi-trêve. Mais, répétons-le, les chances d'un armistice, encore lointain, peut-être, nous paraissent l'emporter.

Les discours officiels aux Etats-Unis.

Le président Truman, après Acheson et le général Marshall, s'est montré nettement moins optimiste que précédemment. Cela évidemment pour empêcher l'opinion de s'endormir, de réclamer le retour des soldats et le ralentissement de l'effort d'armement. Quand il représente la menace militaire des Soviétiques, la masse d'hommes tenus sous les drapeaux, les concentrations de troupes en Mandchourie, les évacuations de civils dans les territoires limitrophes de la Yougoslavie, on se demande s'il est tout à fait sincère, s'il croit réellement à une menace imminente des Russes ?

Nous ne sommes pas les seuls à douter de la signification de ces préparatifs belliqueux. En Angleterre à côté des déclarations d'Atlee et de Shinwell qui se servent de ces menaces pour défendre le programme d'armement assez impopulaire, d'autres ministres, comme Strachey croient que la vérité est moins sombre et les Bevanistes ont peut-être raison de demander que l'on étale un peu les dépenses militaires. On risque en effet et même aux Etats-Unis de troubler à l'excès l'économie intérieure en forçant la cadence au-delà des besoins urgents.

La situation chez les communistes.

A notre sens, il est bien improbable que la Russie et la Chine soient en mesure d'entreprendre une agression sans limite. Tous les renseignements qui parviennent de l'U.R.S.S. montrent que la crise intérieure,

re, dont nous parlons depuis quelques mois est plus aiguë qu'on ne le pensait. Non seulement en U.R.S.S. même, mais surtout chez les satellites où la tension a atteint un véritable paroxysme.

En Bulgarie.

En Bulgarie, notamment, Chervenkof a affaire à une révolte généralisée des paysans dont un certain nombre a pris le maquis et jusqu'à des membres du parti qui ont organisé une résistance passive, si générale que les Russes envisagent une occupation militaire du pays.

Pour les lecteurs de la «Pravda» le récent commentaire qu'elle fait des récents événements est une surprise sans précédent. Voici ce qu'on lit : «La collectivisation des terres dans les districts de Tetaven et de Kula (en Bulgarie) a été une mesure stupide et prématurée. Au lieu d'isoler les koulaks des paysans on n'a fait que les unir dans un mouvement général d'opposition», et parlant des dirigeants communistes du pays : «c'est un nid de vipères qui se cache habilement camouflé dans les postes de commande. Ces vipères bénéficient de la sympathie du Comité central qui souvent refuse d'accueillir dans son sein des éléments jeunes» (lisez envoyés par Moscou). L'article se poursuit ainsi : «Un véritable mouvement déviationniste profite du mécontentement populaire par suite de la situation économique qui de fait est désastreuse (sic) après l'échec du plan quinquennal de reconstruction».

Ce n'est pas avec de tels alliés qu'on entreprend une campagne militaire.

Le plan de Washington.

Si Washington exagère donc le danger, quel serait son plan? fort simple. La course aux armements aura sur l'U.R.S.S. et ses satellites exactement l'effet que les Russes espéraient qu'elle aurait sur les Alliés : ruiner leur économie. Le budget militaire absorbe en Russie, une fraction de plus en plus grande du revenu national, 3.000 milliards (de nos francs) sur 20.000 et le solde à répartir sur 200 millions d'êtres humains épars sur un sixième du globe. Cette charge qui croît chaque année plus vite que le revenu pèse infiniment plus qu'aux Etats-Unis : 35 milliards de dollars sur un revenu de 330 (pour seulement 150 millions d'habitants) et qui s'accroît de 5 pour cent par an. Le contraste de la prospérité des uns et de la misère des autres sera tel que le régime ne pourra pas, à la longue ne pas en être ébranlé, s'il ne l'est déjà.

Le plan américain est extrêmement ambitieux puisqu'il vise non seulement à maintenir le niveau de vie aux Etats-Unis, mais encore à consacrer l'an prochain 65 milliards de dollars à l'armement, tout en aidant une grande partie du

monde à s'armer et en disposant par surcroît d'une somme importante pour la continuation de l'aide Marshall. Jusqu'ici et malgré les craintes que l'on avait aux Etats-Unis, tout a marché sans accroc et l'opposition républicaine bat en retraite. Le sénateur Taft paraît à peu près rallié aux plans gouvernementaux et la Gouverneur Dewey qui vient de passer à Saigon, dans son tour d'Extrême-Orient, aurait plutôt tendance à surenchériser qu'à freiner.

Le nouveau plan Marshall.

La nouvelle orientation du plan Marshall est significative des intentions de Washington. Ce plan, en France, en particulier, a soulevé des oppositions, tant du côté des communistes que du patronat. Au lieu d'être une aide directe aux gouvernements, il prendra le caractère de collaboration immédiate avec les entreprises pour élever la production et faire bénéficier surtout les travailleurs des résultats de l'emploi de méthodes plus rationnelles. Les capitaux iront aux firmes qui accepteront de renouveler leurs procédés, et s'engageront à répartir entre leurs employés les bénéfices supplémentaires qu'elles en retireront.

L'aide Marshall visera à développer l'entreprise privée et à relever le niveau de vie des travailleurs. Cela ne fera pas l'affaire de ceux qui cherchent à le tenir bas, soit pour servir les intérêts soviétiques, soit pour conserver le secret de leur gestion, ou éviter la concurrence : le plan est à plusieurs fins. D'abord faire reculer partout le contrôle de l'Etat sur l'économie, accentuer le contraste entre le niveau de vie des pays occidentaux et ceux derrière le rideau de fer, faire pénétrer les méthodes américaines et accélérer l'unification économique du monde libre, afin rallier par l'exemple de la prospérité les masses aux conceptions sociales d'outre-atlantique sans pour cela prêter à l'accusation de main-mise des Etats-Unis sur les moyens de production des autres peuples. L'ensemble de ces destins est colossal, l'est-il trop? Quand on se représente les moyens disponibles, on n'ose le dire. Un chiffre à méditer : la plus importante affaire française, purement nationale, représente un capital de 16 milliards de nos francs, selon l'appréciation en bourse, la principale affaire américaine en vaut seize cents; on peut en conclure que rien, dans ces conditions, n'est impossible.